



ÉCOLOGIE & POLITIQUE

Sciences Cultures Sociétés

numéro 40 / 2010

Revue publiée avec le concours du Centre national du livre

L'alternative compositionniste Pour en finir avec l'indiscutable

ENTRETIEN AVEC BRUNO LATOUR

ÉCOLOGIE & POLITIQUE — *En 1994, vous disiez dans un article publié dans notre revue et intitulé « Esquisse d'un parlement des choses » que « la politique de la nature se fait bien, mais dans la clandestinité^[1] ». Quinze ans après, diriez-vous la même chose ?*

BRUNO LATOUR — Non car en quinze ans, un argument aussi « biscornu » que celui du *parlement des choses* est devenu assez sens commun. Par clandestin, je suppose que je voulais dire que ces endroits où se mêlent des institutions politiques en voie de constitution étaient là, mais en linéament, en pointillé (je travaillais à l'époque sur les commissions locales de l'eau, mais aujourd'hui, nous le dirions aussi des poissons, de l'air, des organisations scientifiques, parascientifiques, para-étatiques ou non gouvernementales, etc.). Le pointillé a été considérablement renforcé, ce qui ne veut pas dire que les institutions sont reconnues comme légitimes. L'affaire du sommet de Copenhague montre l'extraordinaire difficulté qu'il y a, aussi bien d'ailleurs pour les chercheurs, en particulier les chercheurs dissidents, à accepter des institutions hybrides. Il y a là une vaste transformation et il est plutôt agréable de se dire que l'on avait, il y a quinze ans, vu parfaitement que cela allait émerger partout et devenir le sens commun.

Il faut bien comprendre ici ma façon d'aborder la question qui n'est pas, si je me souviens bien, toujours l'axe de la revue *Écologie & Politique*. Je suis arrivé à l'écologie après avoir tourné la grande question de la théorie de la science. J'y suis arrivé par la sociologie des sciences. Lorsqu'il y a une vingtaine d'années, j'ai commencé à m'intéresser à ces questions (avec beaucoup de mes étudiants doctorants qui ont travaillé sur tous les sujets, Florian Charvolin sur le ministère de l'Environnement, Christelle Gramaglia sur les rivières, Jean-Pierre Le Bourhis sur les zones inondables, Rémi Barbier sur les déchets), j'ai été frappé par le scientisme qui était à la fois l'ennemi favori de beaucoup de mouvements écologiques et le poison qui infectait et qui infecte encore beaucoup, à la fois ceux qui attaquaient et ceux qui défendaient l'écologie, comme on le voit avec l'affaire de Copenhague. Je suis arrivé à ces

[1] B. Latour, « Esquisse d'un parlement des choses », *Écologie & Politique*, n° 10, 1994, p. 115.

Bruno Latour, philosophe et sociologue des sciences, est professeur des universités, directeur adjoint et chargé de la politique scientifique et de l'évaluation à Science Po.

questions avec la notion de porte-parole scientifique, ce qui débloquent quand même déjà toute une série de discussions et évitent de naturaliser la question de l'écologie. L'autre accès évidemment important, je crois d'ailleurs que j'en ai publié la critique dans votre revue, a été le travail réalisé par Michel Serres dans *Le contrat naturel*^[2]. Ce livre a permis, dans un style propre à son auteur, de débloquent une série de questions, questions qui ont été laminées par le livre de Luc Ferry^[3]. Ce dernier livre a eu d'ailleurs une influence suffisamment délétère pour que, vingt ans après, nous retrouvions exactement la même atmosphère dans l'affaire des climato-sceptiques, c'est-à-dire que l'on ne veut pas entendre parler de la question de l'écologie.

Effectivement, je crois que la référence des climato-sceptiques est toujours Luc Ferry.

Oui, toujours Luc Ferry et Pascal. Je n'ai d'ailleurs toujours pas bien compris pourquoi Pascal. Il y a là une configuration qui m'a toujours beaucoup intéressé, qui est cette idée particulièrement française d'établir la raison républicaine et l'État sur le rationalisme. C'est amusant de constater qu'à trente ans de distance, ça n'a pas bougé. Tout a bougé, mais les positions, l'idée de la science, le lien avec la raison, la notion de progrès, l'aspect troisième république du rationalisme français et sa conception de l'État, de l'expertise et de la science n'ont pas bougé d'un iota, alors même qu'il y a eu bien d'autres transformations qui vont de la conscience que les gens ont, au Grenelle de l'environnement, avec ses heurts et malheurs. Tout a changé sauf cette butte témoin, comme vous pourriez le dire en géographie, dans un paysage qui a lui-même été totalement transformé. C'est pour cela que je suis arrivé à cette affaire. Donc, en quinze ans, le rationalisme n'a pas bougé, si ce n'est qu'il s'est affaibli comme une butte témoin érodée par le passage du temps, alors qu'un argument comme le *parlement des choses*, compris au plus simple comme le fait qu'il faille créer les institutions politiques représentatives des objets naturels, est lui devenu sens commun.

[2] M. Serres, *Le contrat naturel*, François Bourin, Paris, 1990.

[3] L. Ferry, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Grasset, Paris, 1992. On peut lire sur ce sujet l'article de B. Latour, « Arrachement ou attachement à la nature », *Écologie politique*, n° 5, 1993, p. 15-26.

Est-ce que le Grenelle ou le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sont pour vous la matérialisation de ce parlement des choses ?

Oui, bien sûr, mais au milieu de milliers d'autres de toutes les formes possibles. J'ai un exemple favori que sont les orties. Le purin d'ortie est interdit par la Commission européenne et il y a un groupement de militants des orties. Même les orties, qui n'étaient pas un objet favori

de la politique, ont été politisées ! Même chose avec *slow food* en Italie. Et je ne parle pas du loup, de l'ours, etc. Cette direction qui était très claire il y a quinze ans, que Michel Serres avait un peu anticipée et que je crois avoir mise sur une base un tout petit peu plus empirique et opérationnelle en introduisant la notion de porte-parole, a été validée. Mais ce qui reste clandestin, pour reprendre cette expression, c'est que l'on ne sait toujours pas se débrouiller avec une vraie opposition politique. Dans la crise actuelle du négationnisme climatique, les climato-sceptiques ne se présentent pas comme des ennemis politiques. Ils continuent de se présenter comme des gens qui ont raison scientifiquement contre d'autres qui ont tort scientifiquement. Cela est très étrange, parce que ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est au contraire qu'il est tout à fait normal d'avoir des opposants politiques dans un parlement du climat. C'est absolument légitime. Mais ce n'est pas en tant qu'opposants politiques qu'ils se présentent. Ils se posent encore en contre-experts, sauf que ce sont des experts sans expertise. Ils se présentent au nom de la vérité scientifique et ils n'ont toujours pas admis l'idée que le débat est un débat politico-scientifique. On peut dire en un certain sens que ceux qui se battent contre eux, les gens du GIEC, on l'a bien vu au moment du *Climategate*, ont toujours un peu de peine à admettre qu'il s'agit d'un débat politique. Or, nous sommes dans un parlement, dans une enceinte où existe toute la gamme des positions, ce qui est tout à fait normal. Nous avons considérablement avancé concernant l'idée générale que les objets naturels sont maintenant des objets politiques qui ont besoin d'être représentés, mais on est extrêmement loin d'avoir les outils de représentation qui collent avec cette question.

Une autre raison peut expliquer cela, qui m'intéresse beaucoup et sur laquelle j'ai beaucoup travaillé depuis *Politiques de la nature*^[4], c'est le fait qu'il soit très compliqué de représenter, au sens propre du terme, les questions de nature. Elles sont difficiles à représenter, à visualiser, d'autant qu'elles sont controversées. J'ai sur ce point beaucoup travaillé avec des outillages de géographes qui me sont très utiles. Comment basculer de la question philosophique des politiques de la nature, qui est de la philosophie politique, à l'instrumentation permettant d'équiper les citoyens dans des situations de débat concernant des objets ci-devant naturels. Nous touchons ici au goulet d'étranglement.

Vous dites qu'il faut que l'on arrive à ces controverses pour que l'écologie politique puisse se mettre en place. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

[4] B. Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, Paris, 1999.

Il faut remplacer la rhétorique de l'expertise scientifique, qui ensuite donne des certitudes à des politiques qui prennent des décisions, par une rhétorique adaptée à la situation de controverses.

Avec les écolo-sceptiques qui font actuellement le « coup de force », nous régressons pourtant sur ce plan ?

Oui, nous régressons, mais pas seulement de la faute des climato-sceptiques. Cela peut être aussi dû au fait que l'on a forcé les gens du GIEC à être dans une situation très inconfortable et très archaïque par rapport à ce qu'est le *parlement des choses* (nous sommes en train d'étudier cela avec Laurence Tubiana et un groupe de Sciences Po). On les a forcés à résumer en quelques pages de certitudes indiscutables un fond de recherche extraordinairement large, extraordinairement complexe, sur des phénomènes immenses, avec des échelles qui sont inhumaines au sens propre du terme et avec des disciplines qui ont des degrés de qualité, de solidité extrêmement variables. L'affaire du *Climategate* signale pour moi la fin des experts, la fin d'un rôle de l'expertise qui sert de passe-plat entre une communauté scientifique, dont la variété de positions n'arrive pas à être facile à visualiser, et des politiques. L'expert, c'est finalement quelqu'un qui arrive à rendre non scientifique l'avis des scientifiques et non politique l'avis des politiques. On perd sur les deux tableaux. Laurence Tubiana me racontait récemment que beaucoup de gens du GIEC souffrent physiquement, non pas de la polémique avec les climato-sceptiques, ce qui n'est pas sympathique mais normal, mais d'avoir été mis par les politiques dans cette impossible situation de l'expert qui n'est ni scientifique ni politique, alors que nous avons besoin d'inventer une rhétorique appropriée à la situation du *parlement des choses*. De même que l'on a inventé une rhétorique révolutionnaire dans les enceintes politiques du gouvernement représentatif, il faut que l'on invente une rhétorique qui soit ajustée à cette situation très bizarre où il n'y a plus la séparation entre scientifiques et politiques. Vous avez raison, le débat actuel est très régressif, car on en revient à des discours où l'on dit qu'il faut « bien séparer les questions de science et de politique ». De ce point de vue-là, on retourne complètement en arrière, alors qu'il faut au contraire bien les lier. Mais le problème est de savoir comment bien les lier et pour bien les lier, il faut des instruments. Si l'on peut cartographier déjà la gamme des positions à l'intérieur de la recherche, on aura déjà moins de mal à comprendre comment l'unifier.

Pourriez-vous aller un peu plus loin sur cette question de cartographie des controverses évoquée ici. En quoi cela peut-être un outil opérationnel?

Vous êtes géographe et ma notion de cartographie peut paraître une métaphore osée, mais je pense que c'est l'approche la plus pratico-pratique de la question écologique. Il s'agit de construire des paysages de données controversées. Vous ne pouvez pas stabiliser des connaissances sur des événements qui sont à ces échelles, à ce niveau de complexité, sur des durées aussi longues et qui, en plus, modifient notre existence. C'est impossible. Cela ne peut-être que controversé. C'est exactement comme des espaces normaux de la vie politique. Ils ont simplement cette particularité, que signalaient Dominique Bourg et Nicolas Hulot dans *Le Monde* avec justesse^[5], qu'on ne les voit pas. Donc, il faut les visualiser. Et il ne faut pas uniquement visualiser les phénomènes, il faut aussi visualiser toute la gamme d'instrumentation et de débats scientifiques qui les rendent visibles. De même que quand vous êtes dans un parlement, ce n'est pas parce que quelqu'un vous a proposé une motion que vous allez voter la motion. Vous allez commencer par passer en revue les différentes motions avant de voter. En pratique, on se représente bien un espace de controverses, dans lequel il y a des paradigmes différents, il y a des positions scientifiques différentes, il y a des individualités scientifiques qui sont là et pas là, qui disent ça et pas ça, etc., et on compose des associations, ce que j'appelle des « cosmogrammes ». À travers ces cosmogrammes, il s'agit de se faire une opinion qui traverse les distinctions entre les disciplines scientifiques, les solutions juridiques, l'activisme des militants, etc. C'est ce que nous faisons avec des élèves de licence et de master dans les cours de cartographie de controverses que vous trouverez sur Internet^[6]. C'est une véritable encyclopédie des paysages controversés.

Les militants posent un problème. L'activisme de beaucoup de mouvements écologiques ne facilite pas toujours l'apprentissage de cette rhétorique. J'utilise rhétorique au sens positif du terme, c'est-à-dire une façon d'articuler des opinions dans des situations controversées. Un des instruments pour former cette opinion, c'est la cartographie de controverses au sens large que j'essaie de développer, qui est juste un des éléments. C'est la même chose que le journal. L'invention du journal a été très importante dans la possibilité d'avoir un imaginaire politique. Si vous n'aviez pas les journaux, vous n'auriez pas cet imaginaire. Nous sommes un peu à la même jonction. Qu'est-ce que le successeur du journal pour approcher des questions qui sont nécessairement controversées ? Si vous commencez à dire : « nous allons partager l'assemblée

[5] D. Bourg et N. Hulot, « Fiscalité écologique et razzia planétaire », *Le Monde*, 5 avril 2010.

[6] <http://medialab.sciences-po.fr/controversies>.

entre ceux qui ont des faits indiscutables et ceux qui discutent », il ne va rien se passer. C'est la négation même de l'activité politique. En même temps, c'est l'horreur, parce que cela veut dire politiser des débats scientifiques, ce dont on ne veut pas non plus, ou naturaliser en rendant indiscutables des positions qui doivent être discutées. Nous sommes ici à une transition. C'est une transition qui dure depuis longtemps, une longue transition pour sortir des modèles de rhétorique argumentative du passé, modèles qui fonctionnaient au fond toujours sur l'idée, en dehors de l'assemblée politique, qu'il y avait la science qui pouvait définir les éléments. Sauf que ça ne marche plus pour la nature parce que l'on se trouve à l'intérieur. On ne peut plus réaliser cette extériorisation des questions de nature.

Concernant ce que vous dites sur les questions des controverses, n'y aurait-il pas un petit problème en référence à ce que vous exprimez sur certains mouvements militants. Si l'on considère qu'ils sont l'expression d'une écologie politique, on pourrait s'attendre à ce que leur rapport à la science change, qu'ils ne prennent pas les faits comme on peut les prendre dans une posture que je qualifierai, en allant vite, de « moderne ». Pourtant, il semble que certains militants utilisent la science de la même façon...

Ils sont même d'un scientisme hallucinant. Quand vous regardez Pièces et Main-d'œuvre qui se battent contre les nanotechnologies, il n'y a jamais la moindre hésitation sur le fait que les nanotechnologies c'est mal. Il n'y a pas le début d'un commencement de recherche de preuves qui permettraient de changer d'avis. Si on ne peut pas changer d'avis, au moins potentiellement, alors il n'y a pas de politique possible – et pas de science non plus, bien sûr. Je ne dis pas que c'est irrationnel, mais seulement que ce sont des ennemis politiques, en ce sens qu'ils sont hors du politique. On peut considérer que beaucoup des arguments de José Bové sont des arguments de ce type. S'il n'y a pas le moyen de changer, c'est du côté basiste et vaguement de gauche, l'exact équivalent d'Allègre, qui en serait la droite, si vous voulez. Ce sont des positions qui sont arbitraires. Au nom de la science ou au nom de l'inutilité de changer d'avis, parce que ce sont des positions indiscutables, qu'elles soient scientifiquement ou politiquement indiscutables, on sort du *parlement des choses* puisqu'on n'est plus dans le discutable. Cela ne veut pas dire que je recherche un idéal de discussion ; je sais bien que ce sont des combats et des combats féroces. Mais il n'y a pas de parlement de la nature si l'indiscutable et l'arbitraire sont érigés en règle générale. S'il n'y a pas de *modus vivendi*, il n'y a pas d'écologie politique. C'est

simple comme bonjour. C'est du Walter Lippman, de la bonne vieille philosophie politique pragmatiste.

Par contre, il peut être décidé qu'on ne discutera plus de cette question. Je suis toujours très frappé par le programme d'armement de la guerre froide qui a été fondé, on le sait rétrospectivement, sur des connaissances minuscules sur la menace soviétique par rapport à ce que l'on sait maintenant de la menace climatique. Et néanmoins, ça n'a pas empêché toute une série de décisions très importantes de se mettre en place. Pourquoi ? Parce qu'on a décidé de ne pas discuter (ce n'est pas un exemple de discussions démocratiques, je suis d'accord !). Mais enfin ce n'est pas pareil que de dire « c'est indiscutable ». Dans le cas de la guerre froide, on a bien décidé de ne pas discuter. On pourrait appliquer cela au cas du réchauffement global. On pourrait dire : c'est discutabile scientifiquement, les modèles sont encore très incertains, il y a une grande gamme d'incertitude, etc., mais nous votons, le parlement des choses vote, la causalité anthropique du réchauffement global. On pourrait même dire c'est une loi de la nature politique votée par des assemblées représentatives pour une durée déterminée ! On peut parfaitement le dire. Avec bien sûr une clause de révision, une *sunset clause*, comme dans la loi américaine, dans dix ans on révisé cette clause mais en attendant, on ne discute pas ou plus de cette affaire. On pourra en discuter scientifiquement, de mille autres façons (c'est d'ailleurs mon interprétation du principe de précaution que je suis absolument le seul à voir ainsi), mais nous agissons pour des raisons de décisions communes, de *modus vivendi*, sur un principe de causalité que nous réviserons éventuellement. Donc, ça ne veut pas dire que si vous continuez à discuter, vous êtes irrationnels. Au contraire, ça peut-être très utile d'avoir des gens qui continuent à discuter, mais ce n'est pas la règle sur laquelle nous réglons notre comportement pendant tant de temps. La comparaison avec la guerre froide n'est pas idiote. Je reconnais que ce n'était pas aussi bien organisé pendant cette période, mais disons que pendant quarante ans, on a vécu sur le fait que la chose la plus importante, la règle de comportement était la menace soviétique indépendamment de tout ce l'on pouvait savoir en plus. Quand je dis que la guerre froide est l'exemple même d'application du principe de précaution, c'est un tout petit peu tiré par les cheveux, mais au fond, c'est la même idée. On détache la décision d'agir de la certitude, de l'indiscutabilité de la science. On ne sait pas, mais ça ne nous empêche pas d'agir, et d'agir de façon raisonnée et rationnelle.

Le principe de précaution que vous venez d'évoquer est fortement attaqué par Jean-Pierre Dupuy ou Dominique Lecourt. Il y a actuellement une sorte de salve anti-principe de précaution...

Oui, même Monsieur Henri Atlan pour lequel j'avais pas mal d'estime l'attaquait dans *Le Monde* il y a peu^[7], mais je reconnais que je suis presque le seul à l'interpréter de façon positive. Le principe de précaution est pour moi le détachement de la question de l'action de cette idée absolument saugrenue qui reste, dans la tête de Claude Allègre aussi bien que dans celle de ses ennemis, qu'il faudrait que l'on sache de façon indiscutable pour agir. C'est comme si vous aviez décidé d'avoir votre petite fille à partir d'une certitude absolue que c'était à ce moment-là que vous étiez décidé à avoir un enfant. C'est tellement absurde comme idée de l'action. Si vous ne savez pas, vous ne faites rien. C'est ça le paradoxe du principe de précaution. Ce sont ceux qui l'accusent d'être un principe d'inefficacité qui, au fond, ont comme modèle en tête que tant que l'on n'a pas une certitude absolue, on n'agit pas. Ce sont les ennemis du principe de précaution qui appuient cet argument. De l'autre côté, on sait et donc on agit. Si vous ne savez pas, qu'est-ce que vous faites ? Vous n'existez pas ? Mais si bien sûr, vous agissez, vous enquêtez.

Je souhaiterais maintenant m'intéresser à la question de l'anticapitalisme et aux blocages que l'on peut encore voir dans le mouvement ou l'expression de l'écologie politique. Vous disiez dans le premier numéro de *Cosmopolitiques* que l'on a du mal à se détacher de cette posture anticapitaliste et que cette posture nous empêche de nous poser les questions, de réfléchir à ce qu'est vraiment le marché, de débattre sur la nature des marchandises ou sur la force des marchés financiers et que cela gêne peut-être l'expression de l'écologie politique^[8]. Vous aviez d'ailleurs été sur ce point vertement attaqué dans la revue du MAUSS (*Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales*).

C'est l'argument de la critique de la critique de la critique. Je pense que cela est un peu maintenant passé de mode. Désormais, l'économie apparaît comme une des disciplines qui participent à la mise en forme du calcul, des relations, de la modélisation des relations. Il faudra de l'économie comme discipline quelle que soit la façon dont ont défini nos échanges avec le thon rouge, les baleines, etc. C'est un des métiers indispensables à la qualification, au calcul des rapports de force. Les économistes ont fait beaucoup de progrès depuis quinze ans dans la

[7] H. Atlan, « La religion de la catastrophe », *Le Monde*, 28-29 mars 2010.

[8] B. Latour, « *Cosmopolitiques*, quels chantiers ? ! », *Cosmopolitiques*, n° 1, juin, 2002, p. 15-26.

compréhension des phénomènes naturels. Ils sont capables d'absorber beaucoup de phénomènes naturels. Du moment qu'on leur donne à compter et à modéliser, ils sont très contents. Au lieu de critiquer l'économie comme chose, avec l'idée du capitalisme comme grand ordonnateur de l'ensemble du monde, j'avais dit, mais ça je crois que ce n'est pas très controversé, sauf peut-être par nos collègues du MAUSS pour qui la critique du capitalisme est un peu le fonds de commerce, que le grand mouvement qui ira de l'économie à l'écologie aura de toute façon besoin des instruments, des outils, des réflexes, de la comptabilité des économistes. On peut unifier les questions politiques par la nature ou par le capitalisme, mais c'est contre l'unification générale de ces grands ensembles que je me bats.

Il y a eu effectivement une association très forte entre l'écologie et l'anticapitalisme, mais je crois que les questions très intéressantes et très compliquées de la décroissance, de morale de la consommation, d'un nouveau mouvement ascétique, ne sont pas forcément liées à une critique du grand méchant capitalisme. Il y a plutôt un très intéressant lien avec la théologie. J'organise un colloque à Venise sur ce sujet qui s'appelle « Passions religieuses et conflits écologiques », parce qu'il y a tout un mouvement qui renouvelle à mon avis pas mal l'éthique, l'esthétique, les sentiments, les passions associées aux questions écologiques. Tout a beaucoup bougé et bouge encore beaucoup mais je n'ai jamais cru une seconde au fait que nous étions dans un « système capitaliste », pour la même raison que je ne crois pas que nous ayons une nature. C'est le même argument contre la notion même, très démobilisatrice, de système. Cela ne m'a jamais paru très pertinent.

Abordons plus précisément maintenant la question de la démocratie procédurale. Pour vous, le Grenelle de l'environnement est-il un renouvellement de l'action publique, une sorte de démocratie procédurale qui se mettrait en place ?

Je ne sais quel est le bilan que l'on peut tirer du Grenelle, il faudrait poser la question à des spécialistes des politiques publiques. C'est certainement une innovation très importante, mais le problème est que nous sommes face à un État qui a toujours autant de peine à apprendre. Même s'il fait des innovations, il n'est pas forcément en train de les comprendre. Mais nous avons en ce moment un contrat avec le ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM) pour étudier cela, pour voir si, au fond, des personnes comme nous qui travaillons sur la philosophie politique de la nature, et des personnes qui sont au travail dans les administrations

dans le ministère de l'Écologie, sont intéressées à partager un langage commun pour tirer parti de ces innovations. Quels sont les obstacles conceptuels et pratiques qui font que l'on a tellement de peine à articuler les propositions politiques sur ces questions? C'est un sujet de recherche que je poursuis mais le décodage, et le décodage du Grenelle en fait certainement partie, est difficile. Il y a beaucoup d'autres choses qui en font partie et qui nous intéressent ici comme la grande misère en équipement des gens du ministère, le fait tout simple qu'ils n'aient pas de temps, pas de moyens d'apprendre. Qu'est-ce que ce serait d'équiper l'État pour qu'il devienne un État apprenant, toujours dans la perspective pragmatiste qui est la mienne? C'est une question très délicate. On peut avoir fait des innovations très importantes, le Grenelle en était sans doute une, sans que l'on arrive à en tirer parti. De toute façon, on revient actuellement à des positions traditionnelles, très largement parce que l'on n'arrive pas à articuler ce que c'est d'avoir une position politique sur des questions comme le thon rouge ou le H1N1. À chaque fois, on retombe dans la séparation entre les scientifiques et les autres.

Je souhaiterais vous interroger maintenant sur le mouvement Europe Écologie. Cohn-Bendit a lancé un nouvel appel du 22 mars intitulé «Changer la politique pour changer de politique». Dans cet appel, il souhaite créer une coopérative politique, «une structure capable de produire du sens et de transmettre du sens politique et des décisions stratégiques. Il s'agit de construire un mode d'organisation politique qui pense et mène la transformation sociale, en phase avec la société de la connaissance?» Il souhaite renouveler les pratiques politiques. Ce qui est en train de se passer est assez intéressant concernant le renouvellement de la vie publique, il y a une espèce de cassure de la séparation droite/gauche, des choses que vous avez évoquées dans vos écrits passés.

Je n'ai pas lu cet appel. Je regrette de ne pas avoir plus de liens avec les écologistes au sens professionnel du terme. Je suis avec attention ce que fait Cohn-Bendit pour lequel j'ai beaucoup d'estime mais je n'ai jamais pu rencontrer ces gens et savoir ce qu'ils pensaient. Je le regrette beaucoup car ça m'aurait intéressé.

Vous avez tout de même écrit sur les Verts lorsqu'ils avaient du mal à sortir de certains problèmes internes...

Oui, bien sûr, j'ai participé à votre revue et à *Cosmopolitiques*. Mais, je reste dans l'idée que les Verts ont sous-estimé l'investissement

intellectuel de leurs problèmes politiques. Ils ont continué à penser que c'était *business as usual*. On changeait d'objet mais on restait dans des perspectives classiques, à l'exception peut-être de Cohn-Bendit. Mais je suis très pragmatique et pragmatiste, mon investissement est dans l'enseignement, mais aussi dans l'équipement des citoyens avec les instruments qui permettent de visualiser ces questions. Je crois beaucoup à l'invention de nouveaux modes de visualisation et donc de représentation, aux sens épistémologique, esthétique et politique du terme.

Il y a une chose que vous disiez dans le premier numéro de Cosmopolitiques, « la politique n'est pas l'application d'un programme, ni même l'expression d'une préférence donnée d'avance, mais la mise en place de procédures adéquates pour l'exploration de ces préférences. [...] Les partis qui se réclament de l'écologie politique n'ont pas à s'engager sur un programme, mais sur la mise en place d'un état de discussion et de négociation des associations légitimes et illégitimes entre les intérêts multiples des humains et des non-humains^[9] ». Tout cela est très intéressant mais n'est-ce pas ici la limite des partis ? Quelles sont les modalités de non-engagement sur un programme pour exister en tant qu'acteur de l'écologie politique ?

Nous touchons ici aux limites de mon propre investissement avec eux. Disons que ça m'aurait intéressé d'être en discussion avec ces derniers. Cette planche dans cette plate-forme (pour parler comme les Américains) dans mon parti à moi ! c'est une planche que je dois à Isabelle Stengers. Comme elle, je m'intéresse à « l'écologie des pratiques ». De toute façon, je trouve qu'il est ridicule de confondre le travail politique avec la transformation ou le transport d'un message. C'est l'étude de situations concrètes, comme le disait Lénine, qui est intéressant, c'est surtout leur transformation à partir d'une situation précise. Pour moi, l'écologique peut être de tous les sujets possibles, c'est une certaine façon de les aborder, et en particulier d'aborder ces questions d'incertitudes sur les associations. Donc, qu'il s'agisse du chômage, de la drogue, du thon rouge, il y a une façon écologique d'aborder ces questions qui ne se résume pas à dire : « je suis vert donc je m'intéresse à tel ou tel aspect de cette affaire, par exemple aux questions d'environnement ». Je reconnais que mon argument est un peu suicidaire pour un parti qui veut exister sur ces thèmes. C'est pour ça que de ce point de vue-là, je ne suis pas très choqué de la banalisation des questions écologiques. Plus elles sont banalisées, plus l'originalité d'une approche écologique, qui veut dire au fond passer d'une économie dans laquelle

[9] B. Latour, *ibid.*, p. 18.

les parties discutables et les parties indiscutables sont mal réparties, à l'écologie où les parties discutables et indiscutables sont mieux réparties. Pour moi, c'est cela la variable importante. La définition d'un bon mouvement, d'un mouvement positif, c'est si l'on passe de l'économie à l'écologie, quel que soit le sujet. La répartition entre le discutable et l'indiscutable en économie, du moins l'économie telle qu'elle est utilisée par les politiques, est détestable car cela renaturalise finalement l'ensemble des décisions, cela vide de la politique. Alors que je comprends l'écologie politique comme étant une redistribution du discutable et de l'indiscutable beaucoup plus originale, beaucoup plus démocratique. J'avais proposé dans *Politiques de la nature* un mode de distribution qui n'a pas été vraiment repris, même si le livre a été beaucoup traduit et beaucoup commenté, mais ça reste un livre de science politique. Maintenant que je suis à Science Po, je vois un peu plus des gens des sciences politiques, et donc je comprends mieux le nombre d'étapes, de marches d'escaliers entre un argument où je dis très tranquillement « il faut se débarrasser des experts, on n'a pas besoin de faits, de valeurs, etc. », et les conséquences que cela demanderait dans le détail de l'organisation. Il manque quand même beaucoup d'étapes, et c'est de ma faute, c'est le reste du travail qui est à faire.

Pour finir, je pense ici à une métaphore qu'il me semble avoir entendu de la bouche de Michel Serres disant : « Nous sommes dans un navire qui va droit sur les récifs, nous ralentissons la vitesse mais nous ne changeons pas de cap ». Que pensez-vous de cette métaphore ? Pensez-vous que nous sommes dans une situation de blocage ou êtes-vous plus optimiste ?

Je suis un lecteur attentif de James Lovelock et je suis donc très rassuré sur le fait que le système Terre se débarrassera des humains quand il le faudra, tranquillement, ce n'est donc pas catastrophique du point de vue écologique ! En même tant, comme je ne crois pas à la notion de système, rien n'est suffisamment rassemblé, solidifié pour être même un bateau qui va vers les récifs. C'est beaucoup plus en réseau bien sûr, mais beaucoup plus distribué et nous pouvons imaginer bien d'autres changements de phase extraordinairement rapides. S'il y a blocage, c'est sur la conception de ce qu'est le global. Évidemment, il y a le blocage de la nature qui est en train de complètement disparaître à cause de sa multiplicité et là, la contribution de l'histoire des sciences, de la sociologie des sciences est très importante pour encore insister sur la démultiplication, la discontinuité entre les disciplines, les faits, les laboratoires, etc., mais je crois que l'on est en train de sortir de cette

idée-là d'association de la nature avec la science. Le deuxième grand agrégateur qui empêche de comprendre c'était le capitalisme pour la gauche, le troisième c'était la société au sens des sciences sociales ; il y en a un quatrième qui était le marché autorégulé qui lui aussi a subi pas mal de coups. Tous les grands agrégateurs se trouvent donc avoir en même temps du « plomb dans l'aile ». Le genre de question que l'on peut poser se rouvre considérablement et l'on a affaire à une multiplicité de positions qui ne sont plus agrégées. Nous entrons par conséquent dans une ère *libérale* au sens positif du terme. Cela évite aussi ce caractère un peu angoissant de beaucoup de prédications écologiques, prédications ou prédictions qui expliquent aussi le *backlash* actuel, ce moment de réaction anti-écologique dont Allègre est le symptôme. Avec cet étrange délai qui fait que les Français deviennent bushistes trois ans après le départ de Bush ! Il y a là quelque chose que je n'arrive pas à m'expliquer. Pourquoi les sceptiques ne se sont pas expliqués avant ? C'est très étrange. Mais en même tant, la disparition de tous ces agrégateurs fait plutôt du bien. On ne peut plus unifier trop vite l'ensemble de ces questions, soit par la critique d'ailleurs, soit par le marché, soit par le capitalisme et évidemment pas par la nature. Nous sommes ici face à ce que j'appelle l'alternative compositionniste qui me paraît plus favorable. Il faut *composer* dans tous les sens du terme. Cela définit un programme politique, aussi bien qu'un programme scientifique ou esthétique.

(Propos recueillis par Denis Chartier)